

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

C'est la publicité qui fait vendre!

Chaque jour dans toutes les familles, les journaux, les journaux, les journaux offrent ainsi que vos arguments commerciaux.

BUREAUX
 ROUBAIX. - 10-11, Grande Rue. Tél. 27.22, 27.23 et 27.24.
 TOURCOING. - 22, rue Courbe. Tél. 37.
 LILLE. - 3, rue Faidherbe. Tél. 22.22.
 PARIS. - 22, boulevard Poissonnière. Tél. Provenance. 77.24.
 MOUScron. - 101, rue de la Division. Tél. 2.44.

ANCIENS DIRECTEURS:
 Jean Baboux
 Alfred Baboux
 Madame Alfred Baboux

LETTRÉ DE LONDRES

Transport, logement, nourriture, sécurité, tout est prévu pour la foule immense qu'accueillera la capitale



DES COURONNES ET DE LOURDES DRAPERIES ORNENT LES IMMEUBLES D'OXFORD STREET, A LONDRES. (Ph. Rol.)

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

Londres, 8 mai.

Pour les Anglais, ce mois de mai a déjà son nom dans l'histoire, c'est le mois du couronnement, le mai royal. Si on a pu reprocher parfois à nos voisins britanniques de ne pas prévoir assez longtemps à l'avance les grands événements politiques, s'ils ont eu même fréquemment à pâtir de leur manque de préparation, on ne saurait leur adresser pareille critique à l'occasion du couronnement. Dès 1936, ils s'étaient mis à l'œuvre et s'apprêtaient à manufacturer aux embûches d'Edouard VIII. Que dis-je? Certains magasins avaient déjà pu constituer des stocks. Pendant la crise de l'abdication, l'émoi fut grand dans beaucoup d'industries. Mais les marchands eurent vite fait de trouver la formule publicitaire. Ces mille articles destinés à fixer le souvenir du couronnement devinrent soudain autant d'objets historiques, les témoins d'une crise sans précédent, les reliques d'un sacré qui n'aurait pas lieu. Les stocks s'écoulerent en quelques jours et les manufacturiers se remirent au travail avec de nouvelles effigies, si bien que la capitale anglaise regorge aujourd'hui de tout ce qui sera plus tard le souvenir d'un couronnement qui fut.

Les préparatifs sont aussi très avancés en bien d'autres domaines. Les autorités chargées de coordonner les transports londoniens évaluent à un million le nombre des visiteurs que les fêtes du 12 mai amèneront dans la capitale. Il a donc fallu se préoccuper de faire face à l'afflux des voyageurs de faire face à l'avant-veille ainsi que les jours qui suivront; se préoccuper aussi de loger et de nourrir cette population supplémentaire. On a prévu de multiplier, autant qu'il le faudra, le service des trains; les métros et les autobus — car la greve sera finie — circuleront de nuit et de jour. Le marché de Covent Garden pour les légumes et celui de Billingsgate pour le poisson, n'ouvriront pas le 12 mai, mais de minutieuses précautions ont été prises pour le ravitaillement de tous les quartiers. Les hôtels n'ont évidemment plus aujourd'hui de chambres à offrir. Il a fallu se rabattre sur les pensions de

famille, les appartements meublés, les logements de tous ordres, mais comme on devait mettre un terme à des spéculations qui s'annonçaient abusives, un service de contrôle a été créé pour régulariser les rapports de l'offre et de la demande.

Mais transporter, loger et nourrir ne suffisent pas. Il faut aussi garantir aux visiteurs la sécurité. La police a une tâche immense, une tâche double: inspecter les choses, surveiller les gens. Un journal signale que depuis plusieurs semaines, vingt-cinq personnes — hommes et femmes — sont invités quotidiennement à quitter l'Angleterre et qu'une douzaine s'en vont chaque jour refuser l'accès. C'est, dit-on, le plus grand « nettoyage » entrepris jusqu'ici par Scotland Yard.

Ces précautions ne sont même pas jugées suffisantes. Les titulaires de toute carte donnant droit à prendre place aux tribunes érigées le long des rues, ont fait l'objet d'investigations et les agences, dûment autorisées à vendre des cartes, ont été invitées à en refuser à des personnes dont la liste leur a été fournie. Les clubs installés dans les édifices en bordure de la voie qui suivra le cortège, ont dû fournir un état nominatif de leurs membres. Tout transfert de carte doit être communiqué à la police. Dans les tribunes, des centaines de sièges ont été alloués à des agents en civil. Un grand nombre d'autres se mêleront à la foule. Des réserves de policemen seront constituées en divers points de l'itinéraire royal et, reliées les unes aux autres par des communications radiophoniques, elles pourront, en quelques minutes, être transportées en auto en un endroit quelconque. On évalue à quelque 30.000 le nombre des agents qui, le 12 mai, seront en service et le cortège lui-même sera protégé par deux cordons: un rang de cavaliers et deux haies de fantassins.

Il s'agit de prévenir accidents et incidents et, pour y réussir, Scotland Yard ne veut rien laisser au hasard. On ne perd pas de vue que pour des milliers de sujets britanniques accourus de tous les coins des dominions, colonies et protectorats, cette visite à la métropole, c'est l'événement d'une vie, la réalisation d'un grand rêve.

Jean DUMAS.

A la Chambre, au nom M. Campinchi du parti radical, a dicté son devoir au gouvernement

Nous demandons, a-t-il dit, au gouvernement qui, hier, a parlé fort, d'agir demain avec fermeté. Il doit se fixer un point d'arrêt où il saura dire: « Non », quand il faudra dire: « Non. »

Et par 380 voix contre 199, l'ordre du jour de confiance a été adopté

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 8 MAI (Minuit).

La Chambre, avant de se séparer jusqu'au 20 mai, a voté samedi, en fin d'après-midi, par 380 voix contre 199, la confiance au gouvernement. Cette imposante majorité ne saurait surprendre après le discours prononcé la veille par M. Léon Blum. Ce discours, en dosant habilement les promesses et les appels à la prudence, ne pouvait que recevoir l'approbation des partis du Rassemblement populaire où la nécessité de la pause a été généralement reconnue.

Il s'en faut pourtant que les radicaux, si profondément inquiets depuis quelques mois, soient complètement rassérénés. Nous n'en voulons pour preuve que l'interpellation de M. Campinchi, qui a expliqué les raisons du vote du groupe radical avec une netteté de langage inaccoutumée. Il s'est vigoureusement prononcé contre le monopole de l'embauche. Il serait monstrueux, a-t-il dit, qu'un travailleur n'eût pas le droit de vivre parce qu'il n'est pas affilié à la C.G.T. De même, il ne veut pas que, sous prétexte de réformes sociales, on lance vers l'abîme les finances publiques. A qui profiterait, en effet, la ruine de l'Etat? « A la classe ouvrière, a conclu le porte-parole des députés valoisins, il faut de la patience; à la majorité, de la sagesse; au gouvernement, l'autorité, sans laquelle rien de durable ne se fonde ».

Les orateurs de l'opposition qui, dans la matinée, avaient pris la parole n'avaient pas dit autre chose. Parmi ces interventions, il faut faire une place à part à celles de MM. Le Cour Grandmaison et Paul Reynaud.

Le premier passa du plan poli-



(Ph. N.Y.T.)
M. PAUL REYNAUD

tique au plan social. Il s'inquiéta du sort réservé à la famille française et de l'angoisse que peuvent éprouver les chefs de famille dans les conditions d'instabilité qui caractérisent notre époque. La crise qui se prolonge entraîne la dépopulation, et où la dépopulation ne peut-elle pas nous conduire? Toutefois, l'orateur qui répugnait aux régimes fondés sur la négation de la liberté et de la dignité humaine, ne veut pas désespérer de l'avenir.

Quant à M. Paul Reynaud, il estime que la pause ne doit pas être l'inaction. Il demande au gouvernement d'agir pour empêcher l'asphyxie économique du pays, pour lui épargner une crise financière qui se terminerait par de nouvelles convulsions.

RENE ROUSSEAU



(Mond. Photo-Press.)
M. CAMPINCHI

Paris, 8 mai. — La séance est ouverte à 9 h. 35, sous la présidence de M. Edouard Herriot, devant un très petit nombre de députés.

Les tribunes publiques sont à peu près vides. Au banc du gouvernement: MM. Vincent Auriol, Léon Blum, Marc Dormoy.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des interpellations sur la politique générale.

M. TAITTINGER

demande l'égalité devant la loi pour tous

M. Taittinger (Fédération républicaine) parle des applications contradictoires faites par le gouvernement de la loi de 1848, relative aux atournements.

Le discours du président du Conseil, dit-il, ne nous a pas donné satisfaction. Il s'adressait plus qu'à nous, à un pouvoir mystérieux, celui des masses.

Au-dessus du gouvernement, il y a le pouvoir des masses. Celui-ci n'a qu'à croquer et le gouvernement obéit; le pouvoir des masses peut provoquer des grèves et causer des émeutes.

L'orateur proteste contre les condamnations qui ont frappé plusieurs membres du Parti social français qui avaient participé à la contre-manifestation du Parc des Princes.

Pendant ce temps, dit-il, on se montre d'une indulgence étonnante pour des communistes qui se servent de leurs revolvers. Après avoir évoqué les incidents anglo-irlandais de Clichy, M. Taittinger poursuit:

Un de nos amis avait exposé les chiffres que l'emprunt à garantie de change risquerait d'entraîner pour l'Etat, il a été convoqué chez le juge d'instruction et poursuivi pour atteinte au crédit de l'Etat.

Le député de Paris s'étonne du traitement différent qui est réservé à ceux qui sont les amis ou les ennemis du pouvoir des masses, et il proteste parce que le gouvernement a interdit le droit patriotique en l'honneur de Jeanne d'Arc, alors qu'il

a fait du 1^{er} mai une fête nationale. Il poursuit: Je m'étonne d'autant plus de votre décision, M. Marx Dormoy, que vous m'apparaissez comme un socialiste de vieille manière, un socialiste libéral n'ayant rien d'un tyran.

Jeanne d'Arc n'est pas l'héroïne d'un seul parti, c'est une humble paysanne, une femme de France.

« Jamais les défilés de la fête de Jeanne d'Arc n'ont donné lieu au moindre incident »

DECLARE M. CHIAPPE

M. Chiappe demande à son collègue la permission de l'interrompre. L'expérience, déclare-t-il, donne un démenti aux raisons invoquées par le gouvernement pour interdire le défilé de Jeanne d'Arc. Pendant sept ans, j'ai vu ces défilés en l'honneur de Jeanne d'Arc, et je peux dire que jamais ces défilés n'ont donné lieu au moindre incident.

M. Pétainier. — Et vos premiers mai, M. Chiappe. — Ils n'ont jamais été sanglants, mes mains ne sont pas rouges de sang. Regardez les vôtres.

M. Taittinger. — Nous demandons pour tous l'égalité devant la loi. Les gouvernements passent et la France reste.

(Lire la suite page 3.)



(Mond. Photo-Press.)
M. DOMMANGE

Libres propos

LES CORTÈGES DE PARIS

L'interdiction du cortège de Jeanne d'Arc, dans les rues de Paris, a soulevé de vives et légitimes protestations. Rien, en effet, ne justifie cette mesure du bon plaisir gouvernemental. Le maintien de l'ordre qui est évoqué dans l'arrêté officiel est un prétexte ridicule ou une odieuse plaisanterie.

La manifestation de ce jour, autorisée par tous les gouvernements républicains, était l'occasion d'un regroupement de tous les Français, sans distinction d'opinions, autour de la bonne Lorraine. Tous les partis, toutes les associations pouvaient y participer, à droite comme à gauche. C'était la fête de tous ceux qui voulaient communier dans le même sentiment patriotique et observer la douce discipline de la reconnaissance nationale.

Les émouvantes cérémonies de la place Saint-Augustin et de la place des Pyramides, commandaient la dignité, le calme et l'union. Les foules diverses qui défilaient au pied des statues dorées symbolisaient, dans le mélange des classes, des nuances politiques, des bandières et des costumes, la France au visage multiple, cette France dont Jeanne a refait l'unité au prix de son sang, et qui était heureuse de se retrouver, au moins une fois l'an, confondue sous sa blanche oriflamme.

Bien sûr, à moins de mettre définitivement hors la loi tous les gens qui ne sont pas Front populaire, il fallait laisser défilé tous les groupements: les républicains, les patriotes, les confessionnels, les royalistes, les nationalistes; ceux des anciens combattants; tous les partis, tous les « fronts », toutes les « jeunesse » et tous les « ras-

semblements ». Jeanne d'Arc aimait tant le peuple qu'elle eût même pardonné facilement si, en passant, quelques poings socialistes ou communistes s'étaient tendus vers elle.

Mais alors, direz-vous, on pouvait craindre du désordre; la présence de certaines personnalités, le déploiement de certaines forces, la rencontre obligatoire de drapeaux de différentes nuances, tout cela ne devait-il pas faire figure de provocation?

Nous y voilà. Le grand mot est lâché.

Quand, au mépris de la loi, les révolutionnaires parcourent les rues de la ville, musique en tête, drapeaux rouges déployés et en soulignant par des gestes de haine, les couplets de l'« Internationale » et de l'« Insurgé », il n'y a pas de provocation.

Quand des Français, qui ne sont ni socialistes, ni communistes, s'assemblent sur une place publique pour saluer, en inclinant les trois couleurs, la statue de la libératrice de la patrie, il y a provocation. C'est clair. Il faut être complètement borné pour ne pas comprendre cela tout de suite.

En somme, le gouvernement de M. Blum vient de prouver, une fois de plus, qu'il est le prisonnier des extrémistes, et dans l'incapacité absolue d'assurer l'ordre sans avoir recours à l'arbitraire et à l'abus de pouvoir.

Ce matin aura lieu, place des Pyramides, la cérémonie officielle annoncée. Jeanne sera déçue. Ce n'est pas le Front populaire qu'elle attend: c'est le peuple de Paris représentant le peuple de France.

Louis DARTOIS.

JEANNE D'ARC la grande Optimiste

Tout est beau en Jeanne d'Arc. Sa vertu est aimable et souriante; c'est celle que toutes les mères de France enseignent à leurs filles.

Son sacrifice, bien qu'il ait été jusqu'à lui faire donner sa jeune vie pour ce qu'elle aimait, bien qu'un tel martyre que le supplice du feu révoque la nature humaine et fasse reculer les plus braves, nous le comprenons, parce que ce qu'elle aime jusqu'à la mort, c'est ce que nous aimons nous-mêmes, la France, notre patrie.

Tout est beau en Jeanne d'Arc, sa foi ardente et sans défauts, qui l'inspire; son courage, qui fit d'elle une guerrière vaillante; sa douceur qui lui fit tout tenter avant le combat pour établir la paix avec l'envahisseur s'il voulait retourner chez lui; son humilité jusque dans le triomphe; sa bonne humeur, sa franchise et son esprit de répartie qui font bien d'elle la sœur sublime de nos « poilus » de la grande guerre.

Tout en elle est beau et admirable et il n'est pas une fille de France ou du reste du monde qui ne serait fière de pouvoir être comparée à Jeanne d'Arc, l'une des plus nobles fleurs d'humanité qui soit écloses sous le ciel.

Mais c'est chez nous qu'elle a paru et nous avons le droit de l'aimer plus et mieux que n'importe qui au monde.

En ce jour de la fête nationale que nous lui avons vouée pour toujours, montrons que nous ne sommes pas indignes d'être Français comme elle.

Ce n'est pas seulement nos drapeaux qu'il faut aujourd'hui faire flotter en son honneur, c'est nos cœurs qu'il faut faire vibrer à l'unisson de ce cœur magnifique uni à une si belle intelligence à l'unisson de la pensée de Jeanne, qui fut la grande optimiste, parce qu'elle savait que la cause pour laquelle elle mourait ne serait jamais vaincue.

A. T.

UNE TÊTE EST TOMBÉE SAMEDI A STRASBOURG

Strasbourg, 8 mai. — Victor Sittler, l'assassin de M. Beck, a été exécuté samedi matin, à 4 h. 28.

Il dormait encore profondément, lorsque M. Hammet, procureur de la République, entouré de MM. Matter, juge d'instruction; le docteur Auschlagger, médecin de la prison; M. Saumann, avocat, entra dans la cellule pour lui annoncer son exécution.

Aussitôt debout, Sittler fit preuve de courage. Il s'habilla très vite, et, sans dire un mot, se rendit à la chapelle pour entendre la messe et communier.

A son avoat, il recommanda une dernière fois son enfant, puis, livré aux mains de l'exécuteur des hautes œuvres, il laissa faire docilement sa dernière toilette.

Il accepta avec empressement le verre de rhum et la dernière cigarette qu'on lui offrit. Et, la cigarette à la bouche, pâle, mais sans défaillance, il monta à l'échafaud.

Un important service d'ordre avait été organisé aux alentours de la prison, mais très peu de Strasbourgeois s'étaient dérangés pour assister à l'exécution.

Pour le rajustement des pensions de guerre

Paris, 8 mai. — En raison de l'élevation croissante du coût de la vie — dont l'indice est passé de 450 à 600, suivant la statistique générale de la France — la Confédération française des Associations d'anciens combattants et de victimes de la guerre, 68, chaussée d'Antin, Paris (9^e), réclame un nouveau rajustement de toutes les pensions de guerre et de la retraite du combattant.

Dans l'appel qu'elle adresse aux pouvoirs publics, la Confédération déclare que depuis la dévaluation du franc, les pensions n'ont plus le même pouvoir d'achat et deviennent insuffisantes.

Il importe donc, conclut-elle, que toutes les pensions soient augmentées et que leur pouvoir d'achat soit maintenu par l'institution d'une échelle mobile.

Assassin présumé de M^{re} Arbel, Egenger est condamné à vingt ans de travaux forcés

Nice, 8 mai. — Apr. assises des Alpes-Maritimes, le procès d'Egenger, accusé du meurtre de M^{re} Archambaud, dite Renée Arbel, s'est terminé samedi.

On entendit d'abord le commissaire de police Bouquet, qui rena toute l'enquête. Cette déposition souleva quelques



(Ph. N.Y.T.)

EGENGER, debout, RÉPOND AUX QUESTIONS DU PRÉSIDENT.

Devant lui, SES DÉFENSEURS.

Incidents, au moment où le commissaire énumérait les objets trouvés dans l'appartement de M^{re} Arbel, lors de la perquisition qui permit d'établir qu'il y avait eu crime. Parmi ces objets se trouvait une cordelette à nœuds toute tachée de sang.

M^{re} Pasqualini, intervenant, déclara que c'était une cordelette qui servait à M^{re} Archambaud pour des scènes dont elle était la victime bénevole.

Le chef de file, Coq entendit ensuite, affirme que c'est le 1^{er} octobre qu'il chargea Egenger à Arignon, avec une énorme malle, à destination de Vienne.

(Lire la suite page 2.)

A Paris, l'interdiction du cortège de Jeanne d'Arc provoque les protestations de tous ceux qui restent attachés aux traditions nationales

« La liberté ne doit pas être à sens unique », déclare l'Union nationale des combattants

Paris, 8 mai. — Les protestations contre l'arbitraire gouvernemental interdisant tout cortège pour la fête de Jeanne d'Arc, continuent de se faire jour dans les milieux patriotes.

Après la protestation que nous avons publiée hier, de la Fédération nationale catholique, celle-ci annonce que les Parisiens iront cependant porter leur hommage à la « sainte de la patrie ».

« L'interdiction du cortège en l'honneur de Jeanne d'Arc ne saurait, déclare-t-elle, empêcher les catholiques de Paris et de la banlieue de rendre à la Sainte de la Patrie l'hommage de piété et de fidélité qui lui est offert annuellement à l'occasion de sa fête. »

Chaque Union paroissiale aura donc à cœur d'envoyer demain dimanche, 9 mai, entre 10 heures et 13 heures, une délégation réduite à l'effet de cent à cent cinquante personnes déposer au pied de la statue de la Sainte, place des Pyramides, les fleurs et les couronnes, comme d'habitude.

Au surplus, les catholiques et les patriotes de la capitale pourront naturellement aller en foule, pendant toute la

Il y a dix ans, Nungesser et Coli...



...partaient pour la traversée de l'Atlantique-Nord. Le mystère de leur fin ne fut jamais éclairci.

Au centre: LE DÉPART DE L'« OISEAU BLANC » DE BOURGET. — A gauche: COLI. — A droite: NUNGESSER. (Ph. N.Y.T.)



LA MAISON NATALE DE JEANNE D'ARC, A DOMRÉMY ET LA STATUE DE LA SAINTE. (Ph. Rol.)